



Caen le 31/03/2023

MANIFESTER EST UN DROIT.

HALTE A LA RÉPRESSION !

L'intersyndicale du Calvados dénonce la violence utilisée pour réprimer le mouvement social contre la réforme des retraites, à Caen comme partout en France.

Depuis le jeudi 16 mars, jour du passage en force du gouvernement par l'utilisation de l'article 49-3, l'intersyndicale du Calvados constate que la politique du « maintien de l'ordre » a profondément changé.

Le jeudi 23 mars alors que nous étions 45 000 à manifester pacifiquement, le cortège syndical a été chargé et coupé en deux par les forces de l'ordre. Nous avons ensuite essuyé des tirs de lacrymo, de LBD et de grenades de désencerclement. Dans l'école maternelle à proximité directe de la préfecture, les enfants ont ressenti les effets du gaz, créant une situation de panique à l'heure de la sortie des classes.

En plus de cette démonstration de force, 10 interpellations ont eu lieu, certaines totalement arbitraires. Un militant Caennais a ainsi passé 40h en garde en vue, est passé en comparution immédiate... avant d'être relaxé, car son dossier était complètement vide.

Cette politique de la peur qui sévit partout en France dans le seul but de démobiliser les opposants à la réforme des retraites doit cesser immédiatement.

Pour autant, nous constatons que, même par la force, le gouvernement échoue à convaincre. Le nombre de manifestant-es se maintient. L'opinion publique persiste à soutenir les opposant-es à la réforme des retraites. Ce tournant répressif n'aura eu qu'un seul effet visible, celui d'accroître la défiance et la colère des citoyen-nes. Nous comprenons cette colère populaire, riposte aux résultats sans commune mesure avec la violence, autrement plus grave, du gouvernement. Si l'intersyndicale regrette que cette légitime colère s'exprime par la dégradation de biens publics, elle reste opposée à toute forme de répression du mouvement syndical.

Le gouvernement est aux abois : plus que jamais l'intersyndicale encourage l'ensemble de la population à se saisir de l'outil syndical, à se mettre en grève, à participer aux actions et à venir manifester contre cette réforme injuste et mortifère.

Elle apporte et continuera d'apporter son soutien inconditionnel aux victimes de la répression.

L'intersyndicale appelle solennellement le gouvernement à retirer cette réforme, seule issue possible vers l'apaisement.